



UN FUTUR D.G.

BIEN DÉROUÉ

Gérard WINTER

Après avoir terminé mes deux années d'élève Orstom à l'École Nationale de la Statistique et d'Administration Économique, je fus affecté au Cameroun afin de diriger une enquête statistique sur « le niveau de vie des populations de l'Adamaoua ».

J'étais un des premiers polytechniciens recrutés par l'Orstom, après quelques incompréhensions de la part des responsables des Sciences Sociales de l'Office, peu préparés à utiliser des économistes-statisticiens. Difficultés heureusement et rapidement surmontées grâce à la clairvoyance du directeur général de l'époque, M. Sribier.

Cette première affectation devait marquer profondément tout mon itinéraire professionnel, lequel finirait par me conduire au poste de directeur général de l'Orstom. Elle me dérouta, au double sens du terme, de deux manières : j'y découvris une Afrique à peine sortie du 19^{ème} siècle mais qui allait changer de façon fulgurante en quelques années, et j'y laissais subrepticement certitudes, méthodes et instruments reçus en formation. L'Afrique ne s'y accordait pas.

L'enquête sur le niveau de vie des populations de l'Adamaoua fut exécutée en 1963-1964 sur crédits du Fonds d'Aide et de Coopération français, dans le cadre d'un ambitieux programme d'enquêtes de la Direction de la Statistique du Cameroun qui visait à recueillir les données de base considérées comme nécessaires à l'élaboration et à la régionalisation du deuxième Plan du développement. Ces vastes inventaires statistiques devaient couvrir en peu d'années, sous la houlette de l'INSEE, la plupart des pays de l'Afrique francophone au sud du Sahara. Fabuleux programme !

L'enquête que je réalisai permit d'estimer, très approximativement bien sûr, la consommation alimentaire dans l'Adamaoua, en volume, en valeur, traduite en nutriments et par origine (auto-consommation, échanges, achats). Elle permit d'apprécier l'état nutritionnel des diverses catégories de populations et de « se faire une idée » (je n'ose dire plus) des revenus et dépenses des familles. On voulait plus généralement, et avec une ambition quelque peu naïve mais forte, recueillir à la base tout un

ensemble de données chiffrées concernant le niveau et le mode de vie des populations et les facteurs socio-économiques censés en moduler leur expression quantitative.

Arrivé à Yaoundé en octobre 1962 avec ma femme Catherine et mon fils d'un an, j'ai eu trois mois, hépatite personnelle comprise, pour m'initier au pays et mettre en place méthodes et logistique de l'enquête. Très chaleureusement accueillis tant par les chercheurs de l'Orstom que par les statisticiens de l'INSEE, nous fûmes hébergés dans le logement provisoirement laissé vacant, mais équipé, par une chercheuse de l'Orstom (il y en avait déjà), alors sur le terrain au Nord Cameroun. En deux mois, je dû concevoir, dessiner, tirer les questionnaires, aller reconnaître la région, tirer un échantillon de ménages selon un plan de sondage très sophistiqué, et naturellement, rassembler matériels, crédits et surtout véhicules.

J'eus la chance de bénéficier conjointement de l'appui de deux milieux de très grande qualité mais encore bien peu perméables l'un à l'autre : celui de la Statistique, celui de l'Orstom. Ma première initiation, je la dois au Docteur Bascoulergue, vétérinaire nutritionniste de l'Afrique qui en quelques semaines me livra avec passion son immense savoir (et soigna mon hépatite).

Dès le mois de janvier 1963 je partis, en famille et par avion à Ngaoundéré, capitale de l'Adamaoua et qui signifie en langage local « le téton du monde » ! Nous avions à notre disposition une immense mais rustique « case » dans la « concession » du BRGM. Celle de l'ancien directeur...

A notre arrivée, le château d'eau de la concession était vide et le groupe électrogène servant à alimenter la pompe en panne, sans espoir de proche réparation. Notre première occupation fut donc d'emprunter une dame-jeanne et de descendre au marigot chercher de l'eau. Nos bagages suivaient par la route (plus de 1000 kilomètres). Prévus sous quarante-huit heures, nous les avons attendus plus de cinq jours. Temps d'un combat acharné contre armées de fourmis et nuées de cancrelats et de découvrir les merveilleuses lampes à pétrole « Aida ».

Quand les bagages furent arrivés, il fallut mettre en place le frigidaire à pétrole tout neuf. Heureusement Sieffermann, pédologue qui devait ensuite inventorier les sols dans les coins les plus invraisemblables de la planète, depuis le coeur de la forêt amazonienne jusqu'au fond des tourbes indonésiennes, passait par Ngaoundéré pour aller dans l'extrême nord. En un clin d'oeil, il finit d'ouvrir la caisse qui résistait à Catherine puis il fit une magistrale démonstration du bon fonctionnement et de l'entretien (« moins vous y toucherez, mieux ce sera ») d'un tel réfrigérateur. Il le mit d'abord à l'envers, ajusta la mèche avec une lame de rasoir et l'égalisa en la frottant avec un chiffon. Avec de si bons conseils, le réfrigérateur a imperturbablement fonctionné pendant les 18 mois de notre séjour à Ngaoundéré. Puis Sieffermann commença notre initiation à la pédologie en nous expliquant longuement la différence entre les sols ferrallitiques et les sols ferrugineux, distinction qui suscitait à l'époque des débats passionnés entre pédologues, race de chercheurs dont, au demeurant, je n'avais jamais entendu parler auparavant.

A peine arrivé et laissant à Catherine le soin de la difficile logistique familiale (elle apprit à élever des poulets sous paniers, à découper des antilopes, à utiliser des fers à charbon, à réserver « le » filet du boeuf abattu le matin même, etc...), je préparai activement le démarrage d'une enquête dont la mécanique devait fonctionner au jour près quasiment pendant une année.

Je fis visite aux autorités de l'Adamaoua et de Ngaoundéré. Trois sous-préfets sur cinq étaient encore Français ainsi que tous les chefs de services de ce département de 67000 km². Le sous-préfet de Ngaoundéré m'accompagna chez le Lamido (« sultan » est une mauvaise traduction), sans l'autorisation duquel aucune enquête ne pouvait avoir lieu, nonobstant les visas du préfet. Cette visite me frappa beaucoup : les visiteurs du Lamido n'avaient pas le droit de le regarder.

Je dûs recruter, sélectionner, former (dans la salle du Conseil municipal) de futurs enquêteurs choisis parmi les élèves de CM2 de la région. Après une sélection à plusieurs degrés, je retins finalement une bonne douzaine de

jeunes gens qui se révélèrent presque tous d'une très grande qualité. Ils étaient encadrés par trois contrôleurs de la Statistique camerounaise, venus de Yaoundé, déjà très expérimentés et qui furent pour moi des collaborateurs très proches, infiniment précieux, remarquables à tous égards.

Au bout de trois mois d'enquête, j'appris que j'étais dans la plus grande illégalité car je signalais moi-même les feuilles de paye de tout le personnel alors qu'il s'agissait de salariés du gouvernement camerounais. La régularisation se fit sans problème : le Préfet, amusé de mon inexpérience, n'ayant pas mal pris mon usurpation de ses pouvoirs.

Cette enquête étant financée par des crédits de la coopération française, il était impossible d'acheter, sur ces crédits, des véhicules non français. Nous disposions donc d'une flotte de véhicules assez disparate : de très vieilles camionnettes 2CV de la Statistique, une Toyota neuve fournie par l'Orstom, une DKV allemande d'origine inconnue et un monstre français tout terrain et flambant neuf : une 2CV à deux moteurs. J'ai d  utiliser un des 4 ou 5 de ces véhicules ayant jamais été construits. Il y avait un moteur à l'avant et un moteur à l'arrière pouvant fonctionner ensemble ou séparément (mais pas l'un en marche avant, l'autre en marche arrière, j'ai essayé). L'avantage était que je ne tombais jamais compl tement en panne mais l'inconvénient était que la voiture ne pouvait emporter beaucoup de matériel.

L'enquête portait sur 144 ménages. Dans chaque village, un enquêteur demeurait 4 semaines pour y étudier 4 familles. L'enquête alimentaire auprès de chaque famille durait une semaine. Il s'agissait de peser, au gramme près, tout aliment entrant dans la composition des repas, de noter et d'estimer tout ce qui était consommé en dehors des repas par chacun des membres de la famille étudiée, de prendre en compte le nombre d'invités et les repas pris à l'extérieur. Tout ceci afin de déterminer ce qui était consommé par chaque membre de cette famille, et alors qu'au moment des repas, les groupes, femmes et enfants d'un côté, hommes de l'autre, chacun puisant directement dans le plat du groupe, se faisaient et se d faisaient au gré des circonstances !

Je faisais peser l'eau entrant dans la préparation des plats et peser aussi le plat après cuisson. Les enquêteurs n'étaient pas assez instruits pour comprendre que le poids du plat préparé devait être de peu inférieur ou égal à la somme de ses composants, compte tenu de l'évaporation de l'eau. D'où pour moi, au début, un moyen de détection des fraudes qui remplissait d'étonnement l'enquêteur imaginatif. La composition en nutriments des aliments et des plats préparés était analysée au laboratoire de nutrition de l'Orstom. On envoyait les plats par avion.

L'enquête budgétaire durait tout le mois dans chaque famille : l'enquêteur devait noter tous les mouvements d'argent et même rendre compte, comme il le pouvait, de la circulation des biens (dots, « cadeaux » plus ou moins imposés, ramassage du bois, dons de bière de mil, etc...). Il enregistrait enfin, pendant la semaine de l'enquête alimentaire, les emplois du temps des membres de la famille. Toutes les familles de l'échantillon furent visitées ainsi 3 fois pendant 1 mois, à 4 mois d'intervalle avec questionnaires budgétaires rétrospectifs d'un passage à l'autre.

Jamais en France on ne se serait permis une telle « inquisition ». Les explications données aux chefs de village et aux familles (grâce à ces renseignements on fera un bon plan et vous serez plus heureux) ne devaient convaincre personne, pas même être comprises. Mais le Lamido et le sous-préfet le demandaient, alors on acceptait. Le plus étonnant pour moi fut la gentillesse amusée et l'hospitalité des familles tout au long de cette longue enquête. Il y eut extrêmement peu de « mouvements d'humeur ». Je ne me prononcerai pas, par contre, sur les dissimulations, encore que cette longue présence finissait par être source de transparence. Certes les consignes les plus inflexibles données aux enquêteurs étaient de ne rien « prélever » sur les villages mais, au fond, la courtoisie respectueuse, et très naturelle, des jeunes enquêteurs répondait à celle des familles.

Je devais aller régulièrement vérifier le travail de tout ce monde, aux quatre coins de cet immense département peuplé d'ethnies très diverses, aux rapports réciproques fort complexes. Les pistes de l'Adamaoua étaient souvent

très mauvaises, surtout à la saison des pluies et les déplacements parfois bien longs. Mais avec quelle passion je scrutais les questionnaires en dialoguant avec les familles, par enquêteur et contrôleur interposés. L'examen attentif de ces questionnaires m'en apprenait plus long en trois heures sur le mode de vie des populations que n'importe quel traité lourd et savant.

Si la fabrication de la bière de mil n'avait plus de secret pour moi, et j'en avais même la teneur en vitamines B, contrepartie d'une déperdition en calories par rapport au mil naturel, je m'arrachais les cheveux pour cerner ces fameuses « unités statistiques », ménages, groupes budgétaires, groupes alimentaires qui avaient bien peu à voir avec les structures sociales. Comment calculer la ration d'un individu ou d'un « saré » (l'unité d'habitation) quand on constate que les plats s'échangent, que les groupes de « commensalité » se font et se défont, bref que tout circule selon des règles certainement codifiées mais totalement rebelles au désir « d'unité » des statisticiens ? Comment établir un budget lorsque la décision varie, depuis l'individu jusqu'au chef de village, en fonction de la nature même de la dépense ou de la source de revenu ?

Je tentais, par approximations raisonnées et grâce à la cohérence que dégagait un tel faisceau de renseignements, de repérer ce fameux « niveau » de vie des uns et des autres, de faire se rejoindre quelque peu des ambitions sinon contraires du moins étrangères les unes aux autres. Au-delà de mes efforts personnels, deux mondes cherchaient, à tâtons, à se rencontrer.

Ce travail d'analyse, d'innovation méthodologique me passionna et me fit faire en quelque sorte, l'expression n'est pas trop forte, une véritable révolution culturelle qui allait informer toute la suite de ma carrière. Au delà du rapport fournissant les résultats de l'enquête, je rédigeai un rapport méthodologique circonstancié et surtout j'en retirai un scepticisme solide, mais qui ne s'avouait pas battu, sur les travaux de planification, quantification et autres modélisations. Je considérai que la discipline statistique, la rigueur de la formalisation, les exigences d'une quantification grossière mais minimale devaient se conjuguer avec les finesses disons de l'anthropologie et plus généralement de l'ensemble des sciences sociales.

Par la suite au Ministère du Plan du Cameroun puis au service de coopération de l'INSEE, comme chef de la Division Études et Méthodes puis comme chef de service, je ne cessai de vouloir faire se rejoindre deux « images » d'une même réalité, qu'elle fut de niveau micro socio-économique ou macro-économique. Cette première expérience de terrain me donna une certaine autorité pour faire se rencontrer des spécialistes aux regards insuffisamment ajustés.

Conjonction qui fut l'enjeu du groupe AMIRA que je fondai à l'INSEE avec quelques chercheurs de l'Orstom et qui fonctionna pendant plus de 15 ans en réunissant plusieurs dizaines de spécialistes d'horizon très variés et en produisant plus de soixante études, très largement diffusées en Afrique.

Vingt-huit ans plus tard, je repassai 48 heures à Ngaoundéré comme directeur général de l'Orstom. C'était le jour où était enterré le Père Oblat, Curé de la « Cathédrale » de Ngaoundéré quand nous y étions et que nous fréquentions beaucoup, comme toute cette admirable équipe d'Oblats qui fonda le Collège Mazonod. Autre coïncidence, je croisai à l'hôtel un ministre camerounais : c'était le premier directeur de la Statistique du Cameroun, que j'avais connu en 1962. Le lendemain, sur le marché, un homme vendait des objets d'art. Nous parlâmes longuement, comme il sied. Je découvris que c'était un de mes anciens enquêteurs. Ému, il m'appela « mon père », oubliant qu'à l'époque, s'il avait 17 ou 18 ans, je n'en avais que 25. Enfin un fonctionnaire camerounais m'emmena voir le Lamido, le fils de celui que j'avais connu. Il me proposa d'organiser avec l'Orstom un séminaire pour rendre compte de l'ensemble des recherches faites sur l'Adamaoua. Ce qui fut fait. Boutrais, géographe de l'Orstom, certainement le plus fin connaisseur de la société des éleveurs de l'Adamaoua, assura, il y a quelques semaines, l'édition des actes de ce séminaire.

La boucle était bouclée. Le futur directeur de l'Orstom ne fut-il pas opportunément dé-routé par les populations de l'Adamaoua ?